

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 26 février 2015

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Indice des prix à la consommation, janvier 2015

2

Les prix à la consommation ont augmenté de 1,0 % au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier, après avoir progressé de 1,5 % en décembre. Sur une base mensuelle désaisonnalisée, l'Indice des prix à la consommation a diminué de 0,2 % en janvier, un recul identique à celui enregistré en décembre.

Emploi, rémunération et heures de travail, décembre 2014

9

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 943 \$ en décembre, en hausse de 0,7 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 2,0 %.

Indice des prix des produits agricoles, décembre 2014

16

Énergie électrique, décembre 2014

18

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, janvier 2015

20

Production et écoulement des produits du tabac, janvier 2015

21

Statistiques de la volaille et des œufs, décembre 2014

22

Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations

23

Nouveaux produits et études

24



Communiqués

Indice des prix à la consommation, janvier 2015

L'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 1,0 % au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier, après avoir progressé de 1,5 % en décembre.

Graphique 1

Variation sur 12 mois de l'Indice des prix à la consommation (IPC) et de l'IPC excluant l'essence

Source(s) : Tableau CANSIM [326-0020](#).

Les prix plus faibles de l'essence demeurent le principal déterminant du ralentissement de l'Indice des prix à la consommation

Le ralentissement de la croissance d'une année à l'autre de l'IPC a été principalement attribuable aux prix de l'essence, qui ont baissé de 26,9 % au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier, après avoir diminué de 16,6 % en décembre.

Sans l'essence, l'IPC a augmenté de 2,4 % d'une année à l'autre en janvier, après avoir progressé de 2,3 % le mois précédent.

Graphique 2

Les prix de l'essence poursuivent leur mouvement à la baisse en janvier

Source(s) : Tableau CANSIM [326-0020](#).

Sur une base mensuelle et avant désaisonnalisation, l'indice des prix de l'essence a reculé de 12,4 % en janvier. Entre juin 2014 et janvier 2015, les prix de l'essence ont diminué de 33,9 %. En janvier, l'indice des prix de l'essence a atteint son niveau le plus bas depuis avril 2009.

Variation sur 12 mois des composantes principales

D'une année à l'autre, les prix de sept des huit composantes principales ont augmenté en janvier. Les prix plus élevés des aliments ont été le principal déterminant de la hausse de l'IPC, suivis de l'augmentation des coûts du logement. L'indice des prix des transports, qui comprend l'essence, a diminué d'une année à l'autre pour un troisième mois consécutif.

Graphique 3

Hausse des prix de sept des huit composantes principales

Source(s) : Tableau CANSIM [326-0020](#).

Les prix des aliments ont progressé de 4,6 % d'une année à l'autre en janvier, soit la hausse la plus prononcée depuis novembre 2011. Les prix des aliments achetés en magasin ont augmenté de 5,4 % au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier, après s'être accrus de 4,2 % le mois précédent. Les prix des fruits frais ainsi que des légumes frais ont affiché des augmentations d'une année à l'autre plus marquées en janvier qu'en décembre. Les consommateurs ont payé 2,8 % de plus pour les aliments achetés au restaurant en janvier comparativement au même mois en 2014.

L'indice des prix du logement a affiché une hausse de 2,0 % au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier, après avoir connu une augmentation de 2,4 % en décembre. D'une année à l'autre, les prix du gaz naturel ont augmenté de 13,9 % en janvier, alors qu'ils avaient progressé de 16,5 % le mois précédent. Par contre, les prix du mazout ont baissé de 21,1 % en janvier comparativement au même mois de l'année précédente.

Les coûts des transports ont reculé de 5,3 % au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier, les prix de l'essence ayant continué à baisser. En revanche, d'une année à l'autre, les consommateurs ont payé 1,2 % de plus pour l'achat de véhicules automobiles.

Variation sur 12 mois dans les provinces

Les prix à la consommation ont baissé dans les provinces de l'Atlantique au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier. Dans les autres provinces, les prix à la consommation ont augmenté à des taux plus faibles d'une année à l'autre en janvier qu'en décembre.

Dans toutes les provinces, les prix de l'essence ont affiché une baisse plus prononcée d'une année à l'autre en janvier comparativement au mois précédent.

Graphique 4

Les prix à la consommation diminuent dans les provinces de l'Atlantique

Source(s) : Tableau CANSIM 326-0020.

Les prix à la consommation ont diminué dans les quatre provinces de l'Atlantique au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier. La baisse la plus marquée a été enregistrée à l'Île-du-Prince-Édouard (-1,9 %), et la plus faible, au Nouveau-Brunswick (-0,2 %). Outre les prix plus faibles de l'essence, les diminutions d'une année à l'autre du coût du mazout ont été un facteur important dans les provinces de l'Atlantique. La pondération du mazout dans le panier de l'IPC est plus élevée pour ces provinces que pour le Canada dans son ensemble.

L'IPC de l'Ontario a augmenté de 1,6 % au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier, soit la hausse la plus prononcée parmi les provinces. D'une année à l'autre, en Ontario, les prix du gaz naturel (+25,7 %), des vêtements (+6,8 %) ainsi que de l'assurance habitation et l'assurance hypothécaire du propriétaire (+14,5 %) ont augmenté davantage qu'à l'échelle nationale.

Baisse de l'Indice des prix à la consommation mensuel désaisonnalisé

Sur une [base mensuelle désaisonnalisée](#), l'IPC a diminué de 0,2 % en janvier, soit la même baisse que celles observées en décembre et en novembre.

Graphique 5

L'Indice des prix à la consommation mensuel désaisonnalisé

Source(s) : Tableau CANSIM 326-0022.

Parmi les huit composantes principales, une a diminué et sept ont augmenté sur une base mensuelle désaisonnalisée en janvier.

L'indice désaisonnalisé des prix des transports a baissé de 2,5 % en janvier, après avoir reculé de 1,3 % en décembre. Cet indice a diminué pour un troisième mois consécutif en janvier.

Par contre, l'indice désaisonnalisé des prix des aliments a augmenté de 0,7 %, soit la cinquième hausse mensuelle consécutive de cet indice. Avant désaisonnalisation, l'indice des prix des aliments a progressé de 1,2 % sur une base mensuelle, ce qui indiquait que les prix des aliments ont augmenté plus qu'à l'habitude en janvier. Sur une base mensuelle non désaisonnalisée, les prix des fruits frais (+6,6 %) et des légumes frais (+5,2 %) ont affiché des hausses.

Indice de référence de la Banque du Canada

L'[indice de référence de la Banque du Canada](#) a augmenté de 2,2 % au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier, soit la même hausse qu'en décembre.

Sur une base mensuelle, l'indice de référence désaisonnalisé a augmenté de 0,2 % en janvier, hausse identique à celle enregistrée en décembre.

Note aux lecteurs

Le public est invité à [clavarder avec un expert](#) au sujet de l'Indice des prix à la consommation (IPC) le vendredi 27 février, de 13 h 30 à 14 h 30, heure de l'Est.

Une série désaisonnalisée est une série dans laquelle on a éliminé les variations saisonnières. Il est recommandé aux utilisateurs de données qui se servent de l'IPC à des fins d'indexation d'utiliser les indices non désaisonnalisés. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

La Banque du Canada retranche de son indice de référence huit des composantes les plus volatiles de l'IPC (les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût de l'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeur) ainsi que l'effet des variations des taxes indirectes sur le reste des composantes.

Mise à jour du panier

Le panier de biens et services utilisé pour calculer l'IPC a été mis à jour au moment de la diffusion des données de janvier 2015.

Le nouveau schéma de pondération est fondé sur l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) de 2013. Il remplace les pondérations précédentes, qui étaient fondées sur l'EDM de 2011.

La période de base de l'indice, pour laquelle l'IPC est égal à 100, reste 2002.

Aucun changement n'est apporté aux numéros des tableaux et des vecteurs de CANSIM. Des modifications mineures sont apportées aux titres des indices publiés afin de clarifier la définition de certaines séries.

Des travaux ont eu lieu et d'autres se poursuivent en vue de mettre à jour l'échantillon de l'IPC afin qu'il soit plus représentatif des habitudes de consommation des Canadiens. Ces travaux, qui font partie de l'Initiative d'amélioration de l'IPC, comprennent l'optimisation de l'échantillon pour améliorer la couverture géographique et celle des points de vente et des produits, ainsi que des mises à jour de la classification des produits de l'IPC.

Tableau 1
Indice des prix à la consommation, composantes principales et agrégats spéciaux, Canada —
Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Janvier 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Décembre 2014 à janvier 2015	Janvier 2014 à janvier 2015
	%	(2002=100)			variation en %	
Ensemble	100,00²	123,1	124,5	124,3	-0,2	1,0
Aliments	16,41	133,0	137,4	139,1	1,2	4,6
Logement	26,80	130,5	133,0	133,1	0,1	2,0
Dépenses courantes, ameublement et équipement du ménage	13,14	114,7	117,8	118,0	0,2	2,9
Vêtements et chaussures	6,08	89,2	91,1	91,1	0,0	2,1
Transports	19,10	129,2	124,9	122,4	-2,0	-5,3
Soins de santé et soins personnels	4,73	118,3	119,6	120,0	0,3	1,4
Loisirs, formation et lecture	10,89	104,7	106,1	105,6	-0,5	0,9
Boissons alcoolisées et produits du tabac	2,86	140,9	149,1	149,9	0,5	6,4
Agrégats spéciaux						
Indice de référence de la Banque du Canada ³	85,39	121,3	123,7	124,0	0,2	2,2
Ensemble excluant l'énergie	92,21	120,1	122,5	122,9	0,3	2,3
Énergie ⁴	7,79	160,2	148,7	139,5	-6,2	-12,9
Essence	3,84	179,5	149,9	131,3	-12,4	-26,9
Ensemble excluant les aliments et l'énergie	75,80	117,3	119,3	119,5	0,2	1,9
Biens	46,68	114,2	114,6	114,0	-0,5	-0,2
Services	53,32	131,9	134,5	134,7	0,1	2,1

1. Panier de 2013 de l'Indice des prix à la consommation (IPC), selon les prix de décembre 2014, Canada, en vigueur à partir de l'IPC de janvier 2015.

2. Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.

3. La Banque du Canada retranche de son indice de référence huit des composantes les plus volatiles de l'IPC (les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeur) ainsi que l'effet des variations des taxes indirectes sur le reste des composantes. Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'indice de référence, veuillez consulter [le site Web de la Banque du Canada](http://www.banque.ca).

4. L'agrégat spécial « énergie » comprend l'électricité, le gaz naturel, le mazout et les autres combustibles, l'essence, ainsi que le carburant, les pièces et les accessoires pour véhicules de loisirs.

Source(s) : Tableaux CANSIM [326-0020](#) et [326-0031](#).

Tableau 2
Indice des prix à la consommation pour les provinces et pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit
— Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Janvier 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Décembre 2014 à janvier 2015	Janvier 2014 à janvier 2015
	%	(2002=100)			variation en %	
Canada	100,00²	123,1	124,5	124,3	-0,2	1,0
Terre-Neuve-et-Labrador	1,38	126,7	126,8	126,2	-0,5	-0,4
Île-du-Prince-Édouard	0,34	129,2	128,1	126,7	-1,1	-1,9
Nouvelle-Écosse	2,47	127,4	127,4	126,9	-0,4	-0,4
Nouveau-Brunswick	1,87	123,4	124,1	123,1	-0,8	-0,2
Québec	21,60	121,7	122,8	122,6	-0,2	0,7
Ontario	38,94	123,3	125,4	125,3	-0,1	1,6
Manitoba	3,15	123,4	124,5	124,3	-0,2	0,7
Saskatchewan	3,01	126,4	128,3	128,2	-0,1	1,4
Alberta	13,20	129,9	131,5	131,0	-0,4	0,8
Colombie-Britannique	13,85	117,1	118,1	118,0	-0,1	0,8
Whitehorse	0,08	123,4	123,1	121,8	-1,1	-1,3
Yellowknife	0,08	127,0	128,7	128,1	-0,5	0,9
Iqaluit (Déc. 2002=100)	0,03	116,7	117,9	118,2	0,3	1,3

1. Panier de 2013 de l'Indice des prix à la consommation (IPC), selon les prix de décembre 2014, en vigueur à partir de l'IPC de janvier 2015.

2. Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableaux CANSIM [326-0020](#) et [326-0031](#).

Tableau 3
Indice des prix à la consommation, composantes principales et agrégats spéciaux — Données désaisonnalisées¹

	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Novembre à décembre 2014	Décembre 2014 à janvier 2015
	(2002=100)			variation en %	
Ensemble	125,6	125,4	125,2	-0,2	-0,2
Aliments	137,2	138,0	139,0	0,6	0,7
Logement	132,8	133,0	133,1	0,2	0,1
Dépenses courantes, ameublement et équipement du ménage	118,1	118,2	118,3	0,1	0,1
Vêtements et chaussures	94,2	93,9	94,2	-0,3	0,3
Transports	128,5	126,8	123,6	-1,3	-2,5
Soins de santé et soins personnels	119,9	119,7	120,0	-0,2	0,3
Loisirs, formation et lecture	107,2	107,4	107,9	0,2	0,5
Boissons alcoolisées et produits du tabac	149,4	149,1	149,9	-0,2	0,5
Agrégats spéciaux					
Indice de référence de la Banque du Canada ²	124,1	124,3	124,6	0,2	0,2
Ensemble excluant les aliments et l'énergie ³	119,8	119,9	120,2	0,1	0,3

1. Une série désaisonnalisée est une série à partir de laquelle les variations saisonnières ont été éliminées. Chaque mois, l'indice désaisonné du mois précédent est révisé. Les données désaisonnalisées des trois dernières années sont révisées une fois par année au moment de la publication des données de janvier. Il est recommandé aux utilisateurs qui se servent des données de l'Indice des prix à la consommation (IPC) à des fins d'indexation d'utiliser les indices non désaisonnalisés. Pour obtenir plus de renseignements sur la disponibilité et l'utilisation des données de l'IPC désaisonnalisées, voir la section des Définitions, source de données et méthodes de l'enquête [2301](#).

2. La Banque du Canada retranche de son indice de référence huit des composantes les plus volatiles de l'IPC (les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeurs) ainsi que l'effet des variations des taxes indirectes sur le reste des composantes. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de l'indice de référence, veuillez consulter [le site Web de la Banque du Canada](#).

3. L'agrégat spécial « énergie » comprend l'électricité, le gaz naturel, le mazout et les autres combustibles, l'essence, ainsi que le carburant, les pièces et les accessoires pour véhicules de loisirs.

Source(s) : Tableau CANSIM [326-0022](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [326-0009](#), [326-0012](#), [326-0020](#) et [326-0022](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2301](#).

Pour obtenir un rapport plus détaillé, veuillez consulter la publication *L'Indice des prix à la consommation*. Le numéro de janvier 2015 de *L'Indice des prix à la consommation*, vol. 94, n° 1 ([62-001-X](#)), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Il est possible d'obtenir plus de renseignements concernant les concepts et l'utilisation de l'Indice des prix à la consommation (IPC) en consultant *Le Document de référence de l'Indice des prix à la consommation canadien* ([62-553-X](#)).

La publication *Survol du premier siècle de l'Indice des prix à la consommation au Canada* ([62-604-X](#)), qui a été diffusée le 6 février, est aussi accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Une [vidéo](#) présentant une vue d'ensemble de l'IPC est diffusée sur la chaîne YouTube de Statistique Canada.

L'IPC de février sera diffusé le 20 mars.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Emploi, rémunération et heures de travail, décembre 2014

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 943 \$ en décembre, en hausse de 0,7 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 2,0 %.

Graphique 1

Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre moyen d'heures travaillées par semaine

Source(s) : Tableau CANSIM 281-0063.

La hausse de 2,0 % de la rémunération hebdomadaire par rapport à décembre 2013 s'explique par divers facteurs, y compris la croissance des salaires, les variations de la composition de l'emploi par secteur, par profession et par niveau d'expérience de travail, ainsi que le nombre moyen d'heures travaillées par semaine. En décembre, les employés salariés non agricoles ont travaillé 32,9 heures en moyenne, soit autant d'heures que le mois précédent et moins que la moyenne de 33,0 heures observée en décembre 2013.

Rémunération hebdomadaire moyenne par secteur

La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne entre décembre 2013 et décembre 2014 a été supérieure à la moyenne nationale dans 5 des 10 principaux secteurs d'activité, tout particulièrement dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que dans celui des services d'hébergement et de restauration. Au cours de cette période, la rémunération hebdomadaire moyenne a peu varié dans les secteurs de la construction, du commerce de détail, des soins de santé et de l'assistance sociale, de la fabrication, et des services administratifs et de soutien.

Graphique 2

Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne dans les 10 principaux secteurs, décembre 2014

Source(s) : Tableau CANSIM 281-0047.

Entre décembre 2013 et décembre 2014, la rémunération hebdomadaire moyenne dans les services professionnels, scientifiques et techniques a augmenté de 5,0 % pour s'établir à 1 352 \$ en décembre. La croissance de la rémunération s'est répartie dans la plupart des industries de ce secteur. La hausse la plus forte au cours de la période a été observée dans l'architecture, le génie et les services connexes, suivis des services de comptabilité, de préparation de déclarations de revenus, de tenue de livres et de paye. Parallèlement, une baisse notable de la rémunération a été notée dans les services de recherche et de développement scientifiques.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur des services d'hébergement et de restauration s'est accrue de 4,2 % pour passer à 378 \$. La rémunération a augmenté dans l'hébergement des voyageurs, ainsi que dans les restaurants à service complet et les établissements de restauration à service restreint.

Au cours des 12 mois ayant pris fin en décembre, la rémunération a progressé de 2,9 % dans les administrations publiques pour s'établir à 1 203 \$, la majeure partie de la progression s'étant produite durant le premier trimestre de l'année. La croissance de la rémunération a eu lieu principalement dans les administrations publiques locales, municipales et régionales, ainsi que dans les administrations publiques provinciales et territoriales.

Comparativement à un récent creux observé en décembre 2013, la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur des services d'enseignement a augmenté de 2,7 % pour s'établir à 987 \$.

Par rapport à un an plus tôt, la rémunération dans le secteur du commerce de gros a progressé de 2,2 % pour atteindre 1 166 \$, principalement sous l'effet de la hausse enregistrée chez les grossistes-marchands d'articles personnels et ménagers, ainsi que de machines, de matériel et de fournitures. Parallèlement, la rémunération a diminué pour les grossistes-marchands de véhicules automobiles et de pièces et d'accessoires de véhicules automobiles, ainsi que de matériaux et fournitures de construction.

Rémunération hebdomadaire moyenne par province

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles a progressé dans toutes les provinces entre décembre 2013 et décembre 2014. La plus forte hausse a été observée à Terre-Neuve-et-Labrador, et les plus faibles, en Ontario et au Manitoba.

Graphique 3

Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne par province, décembre 2014

Source(s) : Tableau CANSIM 281-0049.

La rémunération hebdomadaire moyenne à Terre-Neuve-et-Labrador s'est établie à 1 011 \$ en décembre, en hausse de 4,4 % par rapport à 12 mois plus tôt. La hausse s'est répartie dans la majorité des secteurs de la province, tout particulièrement dans les secteurs du transport et de l'entreposage, des services d'hébergement et de restauration, et de la construction. Parallèlement, une baisse notable de la rémunération a été enregistrée dans le secteur des services d'enseignement et dans celui des soins de santé et de l'assistance sociale.

En Saskatchewan, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 3,5 % au cours des 12 mois ayant pris fin en décembre pour se fixer à 996 \$. La croissance de la rémunération a eu lieu principalement dans les secteurs de l'information et de la culture, de la construction et des administrations publiques. Parallèlement, la rémunération a diminué dans les secteurs de la fabrication et du commerce de détail.

Par rapport à décembre 2013, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 3,5 % au Nouveau-Brunswick pour s'établir à 847 \$. La croissance sur 12 mois de la rémunération a eu lieu principalement dans le secteur de la fabrication ainsi que dans celui des soins de santé et de l'assistance sociale, tandis que la rémunération a connu une baisse dans le secteur de la finance et des assurances ainsi que dans le secteur du transport et de l'entreposage.

Pour les employés salariés non agricoles à l'Île-du-Prince-Édouard, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 3,5 % entre décembre 2013 et décembre 2014 pour s'établir à 792 \$. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans les secteurs de l'information et de la culture, de la finance et des assurances ainsi que des administrations publiques.

Comparativement à un an plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 1,6 % en Ontario pour s'établir à 944 \$ en décembre. La croissance sur 12 mois de la rémunération en Ontario est inférieure à la moyenne nationale depuis août 2013.

Au Manitoba, la rémunération a augmenté de 1,5 % par rapport à décembre 2013 pour atteindre 880 \$. La croissance de la rémunération s'est stabilisée au cours des derniers mois, après avoir connu des hausses constantes au cours de la première moitié de 2014.

Emploi salarié non agricole par secteur

Le nombre total d'emplois salariés non agricoles a augmenté de 21 800 en décembre, ce qui a contrebalancé la baisse de 18 400 observée en novembre. En décembre, le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a enregistré la hausse la plus marquée du nombre d'employés salariés, tandis que le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques a connu la baisse la plus forte.

Au cours des 12 mois ayant pris fin en décembre, le nombre d'employés salariés non agricoles a augmenté de 154 300 ou de 1,0 %, la majeure partie de la hausse ayant été observée entre avril et octobre.

De décembre 2013 à décembre 2014, les secteurs qui ont connu la plus forte hausse de l'emploi ont été ceux des services immobiliers et des services de location et de location à bail (+4,5 %), de la construction (+3,1 %), de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (+3,1 %) ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques (+2,6 %). Parallèlement, les baisses les plus marquées ont été enregistrées dans les secteurs de l'information et de la culture (-2,9 %), des services publics (-2,0 %) et des administrations publiques (-1,1 %).

Révisions prévues

À compter de la diffusion des données de janvier 2015 qui aura lieu le 31 mars, l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) diffusera des estimations révisées chronologiquement. Ces estimations comprendront les données désaisonnalisées qui ont été révisées à l'aide des facteurs saisonniers les plus récents. Des révisions chronologiques seront également effectuées pour un certain nombre d'industries selon la province et le territoire, rétroactivement jusqu'à 2001. Ces révisions toucheront principalement le secteur public de l'économie, en particulier les administrations publiques.

Note aux lecteurs

L'EERH est une combinaison d'un recensement des retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada et des résultats de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, laquelle recueille de l'information auprès d'un échantillon de 15 000 établissements. Le principal objectif de l'EERH est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, du nombre d'emplois et du nombre d'heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Cette analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont l'objectif premier est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle du taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

À la suite de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances affichées par les données sont assez semblables.

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. L'élimination de l'effet des variations saisonnières facilite les comparaisons. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les données sur les employés rémunérés non agricoles portent sur tous les employés rémunérés à l'heure et les salariés, ainsi que sur la catégorie des « autres employés », qui comprend les employés payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

Les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les employés rémunérés à l'heure et les salariés, et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération comprennent les heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre d'employés.

Dans chaque communiqué, les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les données du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à solliciter et à utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés — Données désaisonnalisées

	Décembre 2013	Novembre 2014 ^r	Décembre 2014 ^p	Novembre à décembre 2014	Décembre 2013 à décembre 2014	Novembre à décembre 2014	Décembre 2013 à décembre 2014
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	925,02	936,67	943,47	6,80	18,45	0,7	2,0
Foresterie, exploitation et soutien	1 086,37	1 031,92	1 063,69	31,77	-22,68	3,1	-2,1
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	2 011,92	2 091,27	2 112,40	21,13	100,48	1,0	5,0
Services publics	1 758,02	1 791,70	1 851,52	59,82	93,50	3,3	5,3
Construction	1 220,44	1 206,11	1 235,38	29,27	14,94	2,4	1,2
Fabrication	1 049,70	1 050,59	1 043,40	-7,19	-6,30	-0,7	-0,6
Commerce de gros	1 141,14	1 108,40	1 166,47	58,07	25,33	5,2	2,2
Commerce de détail	535,99	545,21	541,08	-4,13	5,09	-0,8	0,9
Transport et entreposage	1 016,75	1 025,35	1 063,56	38,21	46,81	3,7	4,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 149,01	1 141,50	1 180,26	38,76	31,25	3,4	2,7
Finance et assurances	1 134,97	1 149,46	1 154,07	4,61	19,10	0,4	1,7
Services immobiliers, de location et de location à bail	926,16	917,31	965,88	48,57	39,72	5,3	4,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 288,25	1 309,26	1 352,12	42,86	63,87	3,3	5,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 323,36	1 363,44	1 453,15	89,71	129,79	6,6	9,8
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	762,77	752,56	756,34	3,78	-6,43	0,5	-0,8
Services d'enseignement	960,54	994,94	986,64	-8,30	26,10	-0,8	2,7
Soins de santé et assistance sociale	856,53	858,66	862,76	4,10	6,23	0,5	0,7
Arts, spectacles et loisirs	584,07	566,93	580,51	13,58	-3,56	2,4	-0,6
Services d'hébergement et de restauration	363,24	369,89	378,35	8,46	15,11	2,3	4,2
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	785,31	766,83	806,63	39,80	21,32	5,2	2,7
Administrations publiques	1 168,79	1 204,72	1 202,54	-2,18	33,75	-0,2	2,9
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	968,64	1 006,15	1 011,25	5,10	42,61	0,5	4,4
Île-du-Prince-Édouard	765,11	780,87	792,19	11,32	27,08	1,4	3,5
Nouvelle-Écosse	808,05	819,18	826,77	7,59	18,72	0,9	2,3
Nouveau-Brunswick	818,08	839,07	846,62	7,55	28,54	0,9	3,5
Québec	842,10	842,84	858,10	15,26	16,00	1,8	1,9
Ontario	928,80	938,93	944,04	5,11	15,24	0,5	1,6
Manitoba	867,17	864,87	880,30	15,43	13,13	1,8	1,5
Saskatchewan	962,34	992,31	995,91	3,60	33,57	0,4	3,5
Alberta	1 140,52	1 158,63	1 163,01	4,38	22,49	0,4	2,0
Colombie-Britannique	886,35	902,69	901,92	-0,77	15,57	-0,1	1,8
Yukon	999,95	1 070,19	1 032,93	-37,26	32,98	-3,5	3,3
Territoires du Nord-Ouest	1 247,59	1 385,95	1 437,78	51,83	190,19	3,7	15,2
Nunavut	1 115,22	1 165,69	1 192,97	27,28	77,75	2,3	7,0

^r révisé

^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.

Source(s) : Tableau CANSIM [281-0063](#).

Tableau 2
Nombre d'employés — Données désaisonnalisées

	Décembre 2013	Novembre 2014 ^r	Décembre 2014 ^p	Novembre à décembre 2014	Décembre 2013 à décembre 2014	Novembre à décembre 2014	Décembre 2013 à décembre 2014
	milliers			variation en milliers		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	15 485,1	15 617,6	15 639,4	21,8	154,3	0,1	1,0
Foresterie, exploitation et soutien	38,8	38,5	38,7	0,2	-0,1	0,6	-0,2
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	228,4	234,4	235,6	1,2	7,2	0,5	3,1
Services publics	116,8	115,5	114,5	-1,0	-2,3	-0,8	-2,0
Construction	955,4	984,7	985,4	0,7	30,0	0,1	3,1
Fabrication	1 477,9	1 475,2	1 477,5	2,3	-0,3	0,2	0,0
Commerce de gros	773,1	782,1	783,8	1,7	10,7	0,2	1,4
Commerce de détail	1 930,2	1 940,3	1 938,3	-2,0	8,1	-0,1	0,4
Transport et entreposage	728,1	730,1	731,0	0,9	2,9	0,1	0,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	322,0	314,1	312,6	-1,6	-9,4	-0,5	-2,9
Finance et assurances	706,9	702,9	705,2	2,3	-1,6	0,3	-0,2
Services immobiliers, de location et de location à bail	274,8	285,6	287,2	1,6	12,4	0,6	4,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	827,8	851,4	849,3	-2,1	21,6	-0,2	2,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	103,4	103,0	103,4	0,4	0,1	0,4	0,1
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	773,3	778,1	777,8	-0,3	4,5	0,0	0,6
Services d'enseignement	1 209,9	1 223,8	1 224,7	0,8	14,8	0,1	1,2
Soins de santé et assistance sociale	1 761,3	1 786,2	1 792,9	6,7	31,6	0,4	1,8
Arts, spectacles et loisirs	255,9	254,6	255,9	1,3	0,0	0,5	0,0
Services d'hébergement et de restauration	1 187,2	1 210,7	1 211,0	0,3	23,8	0,0	2,0
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	539,9	547,6	548,6	1,0	8,7	0,2	1,6
Administrations publiques	1 043,9	1 031,8	1 032,2	0,4	-11,7	0,0	-1,1
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	215,6	217,4	217,5	0,1	1,9	0,1	0,9
Île-du-Prince-Édouard	63,1	62,9	62,6	-0,3	-0,5	-0,4	-0,7
Nouvelle-Écosse	400,8	400,6	399,7	-0,9	-1,2	-0,2	-0,3
Nouveau-Brunswick	301,9	299,7	299,4	-0,3	-2,5	-0,1	-0,8
Québec	3 476,5	3 476,3	3 479,5	3,2	3,0	0,1	0,1
Ontario	5 888,2	5 943,3	5 944,0	0,6	55,8	0,0	0,9
Manitoba	582,3	576,7	579,6	2,9	-2,7	0,5	-0,5
Saskatchewan	480,4	483,5	486,2	2,7	5,8	0,6	1,2
Alberta	2 016,2	2 074,7	2 085,5	10,8	69,3	0,5	3,4
Colombie-Britannique	1 998,8	2 024,0	2 027,0	3,1	28,3	0,2	1,4
Yukon	21,4	20,0	20,1	0,2	-1,3	0,9	-6,1
Territoires du Nord-Ouest	28,4	26,9	26,7	-0,2	-1,7	-0,9	-5,9
Nunavut	11,6	11,8	11,7	-0,1	0,1	-1,0	0,9

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Source(s) : Tableau CANSIM [281-0063](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [281-0023](#), [281-0026](#), [281-0029](#), [281-0032](#), [281-0035](#), [281-0037](#), [281-0039](#), [281-0047](#) à [281-0049](#) et [281-0063](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2612](#).

Il est possible de consulter un [tableau sommaire](#) à partir de l'onglet *Parcourir par ressource clé* de notre site Web, sous le module *Tableaux sommaires*, choisissez *Sujet* puis *Travail*.

Les données de janvier sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 31 mars.

Il est possible d'obtenir plus d'information en ligne sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G)*, à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Emmanuelle Bourbeau au 613-951-3007 (emmanuelle.bourbeau@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Indice des prix des produits agricoles, décembre 2014

L'Indice des prix des produits agricoles (IPPA) a progressé de 9,9 % en décembre par rapport à décembre 2013, principalement en raison de l'augmentation des prix des bovins et des porcs. D'une année à l'autre, la croissance de l'indice s'accélère depuis août 2014, les hausses de l'indice global du bétail et des produits d'origine animale dépassant les diminutions de l'indice des cultures.

Graphique 1 Variation sur 12 mois de l'Indice des prix des produits agricoles

Source(s) : Tableau CANSIM 002-0068.

L'indice du bétail et des produits d'origine animale a augmenté de 21,6 % en décembre par rapport à décembre 2013. Cet indice a progressé d'une année à l'autre depuis avril 2013, affichant des hausses d'au moins 10 % depuis mars 2014. Des augmentations ont été enregistrées par rapport à décembre 2013 dans toutes les composantes du bétail, à l'exception du secteur des œufs (-0,8 %) et du secteur laitier (-0,1 %), soit des secteurs assujettis à la gestion de l'offre.

L'augmentation sur 12 mois dans ce groupe de produits demeurerait surtout attribuable aux bovins et veaux (+54,2 %) et aux porcs (+12,9 %). Dans les deux cas, la baisse des stocks et de la production a contribué à la hausse des prix. En 2014, le nombre de bovins et de porcs abattus dans les établissements inspectés par le gouvernement fédéral aux États-Unis et au Canada a fléchi par rapport aux niveaux enregistrés en 2013. Le nombre de bovins d'abattage a atteint son niveau le plus bas depuis 1963 par suite d'une baisse de 6,2 %, tandis que le nombre de porcs d'abattage a diminué pour atteindre son niveau le plus bas depuis 2006, sous l'effet d'une baisse de 5,5 %.

L'indice des cultures a reculé de 0,8 % en décembre par rapport à décembre 2013, surtout en raison du fléchissement des prix des oléagineux (-9,7 %). Il s'agissait de la plus faible diminution d'une année à l'autre depuis que la tendance à la baisse des prix des cultures s'est amorcée en août 2013, laquelle a essentiellement été caractérisée par des reculs d'au moins 10 %. Dans une moindre mesure, les cultures horticoles, à savoir les fruits (-3,7 %) et les légumes (-1,4 %), ont également contribué à la diminution.

Le repli de l'indice des cultures a été modéré par les hausses des prix des céréales (+2,5 %), qui ont enregistré une première augmentation depuis juillet 2013, des cultures spéciales (+11,3 %) et des pommes de terre (+9,6 %). Malgré l'abondance des stocks à la ferme au Canada au début de la campagne agricole de 2014, certaines céréales comme le blé dur, l'orge et le maïs ont bénéficié d'un soutien des prix à la faveur de la baisse de la production canadienne et, dans certains cas, des stocks limités de céréales de qualité supérieure.

Comparativement à novembre, l'IPPA a progressé de 1,1 %, soit la troisième augmentation mensuelle consécutive. La hausse des prix des céréales (+3,9 %) a principalement contribué à cette croissance, l'indice du bétail et des produits d'origine animale ayant reculé de 2,7 %, surtout en raison d'une diminution des prix des porcs (-2,7 %).

Note aux lecteurs

Le taux de croissance de l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA) est le résultat d'une moyenne pondérée des indices de composantes au moyen d'un ensemble différent de poids au cours de mois consécutifs; il ne constitue pas une moyenne pondérée des taux de croissance de ses composantes des cultures et du bétail. Le taux de croissance de l'IPPA composite peut donc se situer en dehors du taux de croissance des composantes.

Tableau 1
Indice des prix des produits agricoles

	Décembre 2013 ^r	Novembre 2014 ^r	Décembre 2014 ^p	Novembre à décembre 2014	Décembre 2013 à décembre 2014
	(2007=100)			variation en %	
Indice des prix des produits agricoles	121,4	132,0	133,4	1,1	9,9
Cultures	114,8	111,2	113,9	2,4	-0,8
Céréales	100,5	99,1	103,0	3,9	2,5
Oléagineux	137,6	125,1	124,3	-0,6	-9,7
Cultures spéciales	123,5	139,3	137,5	-1,3	11,3
Fruits	106,3	100,8	102,4	1,6	-3,7
Légumes	116,3	113,5	114,7	1,1	-1,4
Pommes de terre	131,9	144,7	144,6	-0,1	9,6
Bétail et produits d'origine animale	129,6	162,0	157,6	-2,7	21,6
Bovins et veaux	140,3	217,0	216,3	-0,3	54,2
Porcs	134,2	155,7	151,5	-2,7	12,9
Volaille	125,1	127,2	126,8	-0,3	1,4
Œufs	131,0	129,8	130,0	0,2	-0,8
Produits laitiers	115,2	116,5	115,1	-1,2	-0,1

^r révisé

^p provisoire

Source(s) : Tableau CANSIM [002-0068](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [002-0068](#) à [002-0070](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5040](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Énergie électrique, décembre 2014

Le Canada a consommé 53,8 millions de mégawattheures (MWh) d'électricité en décembre, soit 5,1 % de moins qu'au même mois en 2013. Cette baisse était attribuable à des températures supérieures à la moyenne au Québec. Parallèlement à la demande, la production d'électricité au Canada a diminué de 3,4 % d'une année à l'autre pour s'établir à 58,3 millions de MWh. Les exportations vers les États-Unis se sont chiffrées à 5,4 millions de MWh en décembre, en hausse de 12,0 % comparativement à l'année précédente, tandis que les importations ont perdu plus du quart de leur volume pour s'établir à 0,8 million de MWh.

Graphique 1 Production et consommation d'électricité

Source(s) : Tableaux CANSIM 127-0002 et 127-0003.

L'effet des températures exceptionnellement élevées au Québec sur la demande provinciale d'électricité était évident, la demande s'étant chiffrée à 20,8 millions de MWh pour le mois, soit 10,5 % de moins qu'en décembre 2013. La température moyenne au Québec, où la plupart des foyers utilisent un chauffage à l'électricité, dépassait de plus de quatre degrés Celsius celle de l'année précédente. Compte tenu de la diminution de la demande, la production d'électricité dans la province a reculé de 9,0 % pour s'établir à 19,7 millions de MWh en raison de la production hydroélectrique plus faible.

La Nouvelle-Écosse a aussi connu une baisse importante de la demande en électricité, qui a reculé de 14,1 % d'une année à l'autre pour se chiffrer à 1,0 million de MWh en décembre. Comme la demande, la production a également diminué pour s'établir à 1,0 million de MWh, en baisse de 15,0 % par rapport aux niveaux observés en décembre 2013. La majeure partie de la diminution était attribuable à la production classique d'électricité par la vapeur, qui a enregistré une baisse de 20,9 % pour atteindre 0,7 million de MWh. Une partie des pertes a été atténuée par la production éolienne et hydroélectrique accrue.

Baisse de la production d'électricité en 2014

Sur une base annuelle, le Canada a produit 600,5 millions de MWh d'électricité en 2014, soit 1,7 % de moins qu'en 2013. Six des neuf catégories de production ont diminué en 2014, tandis que la production marémotrice, solaire et nucléaire a augmenté.

La demande en électricité a connu une légère baisse de 0,8 % pour se fixer à 554,6 millions de MWh en 2014. Le Canada a exporté 58,8 millions de MWh d'électricité aux États-Unis, soit 5,4 % de moins que l'année précédente, tandis que les importations ont augmenté de 20,0 % pour s'établir à 12,8 millions de MWh. Il s'agissait de la plus importante augmentation des importations d'électricité depuis 2006 et de la première hausse depuis 2010.

Note aux lecteurs

Le présent rapport vise à fournir un indicateur mensuel uniforme de l'offre d'électricité au Canada, un élément clé du calcul du produit intérieur brut mensuel.

La production totale nette d'électricité pour le Canada, les provinces et les territoires combine l'ensemble de l'électricité produite par toutes les sources, y compris l'hydroélectricité, la vapeur, le nucléaire, la combustion interne ainsi que l'énergie éolienne, solaire, marémotrice et autre.

Le total de l'électricité disponible représente la production totale d'électricité, moins les livraisons d'électricité, plus les réceptions.

Toutes les données sur les importations et les exportations sont fournies directement par l'Office national de l'énergie.

Des révisions ont été apportées aux données de janvier, d'octobre et de novembre 2014.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [127-0002](#) et [127-0003](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2151](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, janvier 2015

L'Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada était inchangé en janvier par rapport au mois précédent. L'indice composite a augmenté de 2,1 % au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier.

Note aux lecteurs

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 22 régions métropolitaines tant pour les taux de base que pour les taux englobant certaines rémunérations supplémentaires. Les indices (2007=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité de métiers sont couverts par les conventions collectives actuelles.

Les taux de salaires et les indices des 30 derniers mois pourraient être révisés suite à la diffusion des données pour un mois donné. Ceci est dû au délai qui pourrait être observé entre l'expiration d'une convention collective et la ratification d'une nouvelle convention collective. Les taux de salaires et les indices ne sont pas désaisonnalisés.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [327-0003](#) et [327-0045](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2307](#).

Les données de février de l'Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction seront diffusées le 26 mars.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Production et écoulement des produits du tabac, janvier 2015

Les fabricants canadiens ont produit 1,6 milliard de cigarettes en janvier, en hausse de 30,2 % par rapport au mois précédent. La production de cigarettes a diminué de 10,9 % par rapport au même mois de l'année précédente.

En janvier, le nombre total de cigarettes vendues a diminué de 27,9 % par rapport à décembre pour s'établir à 1,4 milliard, et il a baissé de 14,9 % par rapport à janvier 2014.

Pour le mois de janvier, on observe normalement une hausse mensuelle de la production et une baisse mensuelle des ventes. En janvier 2014, la production de cigarettes avait augmenté de 26,8 % par rapport au mois précédent, alors que les ventes avaient diminué de 18,4 %.

Note aux lecteurs

Ces données sont sujettes à révision et ne sont pas désaisonnalisées.

L'enquête mensuelle, Production et écoulement des produits du tabac, mesure les quantités de produits du tabac que produisent et vendent les fabricants canadiens.

Données offertes dans CANSIM : tableau [303-0062](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2142](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Statistiques de la volaille et des œufs, décembre 2014

En décembre, la production d'œufs a diminué de 0,2 % par rapport au même mois de l'année précédente pour se chiffrer à 56,4 millions de douzaines, tandis que les placements de poussins des couvoirs sur les fermes se sont établis à 60,4 millions d'oiseaux en janvier, en hausse de 3,9 %.

Les stocks de viande de volaille congelée conservés dans les entrepôts frigorifiques au 1^{er} février se sont chiffrés à 56 994 tonnes métriques, en baisse de 0,6 % par rapport à la même date de l'année précédente.

Note aux lecteurs

Il est possible de consulter les statistiques de la volaille et des œufs pour le Canada et les provinces.

Les données de décembre sur la production de la volaille et d'œufs sont maintenant accessibles. Les données de janvier sur les placements de poussins de couvoirs et de dindonneaux sont maintenant accessibles. Les données de février sur les stocks d'œufs et de viande de volaille congelés ainsi que des produits d'œuf en poudre comestibles sont également disponibles.

Ces données sont sujettes à révision.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [003-0021 à 003-0024](#), [003-0038](#) et [003-0039](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [3425](#) et [5039](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations

Statistique Canada a entrepris une refonte complète de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations (EDIR). La refonte de l'EDIR fait partie d'une initiative pluriannuelle réalisée par Statistique Canada en vue d'améliorer la cohérence et la qualité des données de l'ensemble de son programme de la statistique économique.

Les nouvelles séries de données de l'EDIR de 2013 (données réelles) seront diffusées le 4 mai 2015. Les nouvelles séries de données de 2014 (estimations provisoires), de même que celles de 2015 (perspectives), seront diffusées le 15 juin 2015.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2803](#).

Pour plus de renseignements concernant les changements apportés à l'enquête, veuillez consulter le document [Modifications aux produits de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations](#).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Greg Peterson au 613-951-3592 (greg.peterson@statcan.gc.ca), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

L'Indice des prix à la consommation, janvier 2015, vol. 94, n° 1
Numéro au catalogue [62-001-X](#) (HTML | PDF)



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse :
<http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>